



## **17 octobre : lutter contre la misère. Une journée... et un vrai débat public ?**

**VIVRE ENSEMBLE EDUCATION, avec d'autres associations et citoyens à travers le monde, adhère à la Déclaration de solidarité, remise aux Nations Unies le 17 octobre 2007, Journée mondiale du refus de la misère. Claude Mormont, coordinateur de VIVRE ENSEMBLE, analyse le sens de cette déclaration et les enjeux qu'elle met en lumière pour tous ceux dont le but commun est l'élimination de la misère.**

Une amie, engagée depuis toujours dans la lutte contre la pauvreté en Belgique et placée dans une situation privilégiée d'observatrice, me disait récemment que les divisions et les querelles entre associations actives sur ce terrain constituaient pour elle la plus grande déception. En effet, cette division conforte le *statu quo* et réduit la capacité du mouvement associatif de faire bouger les choses.

Fin août, j'étais au cimetière de Bruxelles avec une trentaine d'autres personnes pour un enterrement. Aucun local n'était disponible et nous faisons cercle sur une pelouse où chacun pouvait témoigner. C'était l'adieu à un homme pauvre enterré dans le coin des indigents. Mais les témoins éclairaient son existence d'un jour inattendu. Durant toute sa vie, il avait fréquenté associations, mouvements de jeunesse ou d'éducation permanente, initiatives d'entraide... A sa façon originale et non conventionnelle, il avait, dans tous ces lieux, apporté son grain de sel, contribuant souvent à resserrer des liens humains distendus et des contacts entre groupes. Il suffisait de voir notre assemblée sur cette pelouse du cimetière pour s'en convaincre : il avait réussi à réunir des personnes d'organisations diverses et à créer autour de lui un moment d'unité et de respect. Dans un monde où les repères s'estompent, avec les moyens qui étaient les siens, cet homme, à sa façon, refusait la misère et construisait un chemin de paix.

C'est précisément l'objet de la Déclaration de solidarité<sup>1</sup> qu'avec d'autres organisations de la Communauté française, VIVRE ENSEMBLE EDUCATION a appelé à signer, joignant sa voix à de nombreux signataires de par le monde, en vue de la transmettre aux responsables des Nations Unies lors de la Journée mondiale du refus de la misère, le 17 octobre 2007. La première édition de cette journée a eu lieu le 17 octobre 1987 à Paris à l'appel du Père Joseph Wresinski : cent mille personnes s'étaient rassemblées pour proclamer que la misère n'est pas fatale et constitue une violation des droits humains ; elles se déclaraient solidaires de tous ceux qui, dans le monde, luttent pour l'éliminer, à commencer par les plus pauvres eux-mêmes. Cinq ans plus tard, les Nations Unies reconnaissaient la journée. La Déclaration de solidarité veut rappeler, vingt ans après ce premier rassemblement, l'urgence de concrétiser ce refus de la misère.

---

<sup>1</sup> Voir le site [www.oct17.org](http://www.oct17.org)

## **FAIRE FACE ENSEMBLE, LÀ OÙ ON VIT**

Pourquoi VIVRE ENSEMBLE a-t-il décidé de porter avec d'autres cette déclaration ? C'est qu'elle rejoint en grande partie notre expérience et nos objectifs.

En premier lieu, nous faisons depuis des années l'expérience, au nord comme au sud de la planète, que le rassemblement des populations pauvres suscite un grand dynamisme et de la créativité pour le changement. Ce qui se passe dans les associations de quartier ou dans les organisations de base peut parfois paraître dérisoire face aux injustices structurelles. Pourtant, quand ces lieux font réellement place à l'initiative et à la responsabilité des populations, ils permettent que l'espoir germe et que des initiatives, même si elles sont limitées, montrent qu'on peut faire face ensemble, là où on vit. Ces lieux sont des creusets de résistance et d'invention où l'on se mobilise contre tout ce qui, aujourd'hui, écrase et déshumanise et où, ensemble, on invente une réponse. J'ai vu au Congo des organisations où les paysans et les paysannes sont pris au sérieux ; ils travaillent avec des agronomes et des animateurs dans un réel partage du savoir. On trouve des expériences analogues en Belgique et partout dans le monde. On s'émerveille souvent devant le travail de tels groupes. Mais quel est le secret ? C'est la capacité de s'associer aux démunis. Comme cet homme enterré au cimetière de Bruxelles, les pauvres doivent inventer, au jour le jour, une façon de survivre et si possible de vivre dans le monde réel, qui résulte de toutes les contradictions liées notamment à la mondialisation. Pour eux, cela n'est pas abstrait. Ils vivent la mondialisation dans leur chair. D'où l'importance des réponses qu'ils bricolent à tâtons et l'urgence de s'associer à eux pour donner à ces tentatives de réponses, grâce au partage du savoir, une meilleure chance de succès. Tant à VIVRE ENSEMBLE grâce à notre expérience de la vie associative en Belgique, qu'à ENTRAIDE ET FRATERNITÉ et à ses liens avec des organisations du sud, nous constatons que de tels creusets de résistance à un monde inhumain existent en des dizaines de milliers de points du globe. Pris isolément, ils peuvent paraître insignifiants ; considérés ensemble, ils ont du poids. La Journée mondiale du refus de la misère permet d'en reprendre conscience.

Cette journée pose aussi la question de la convergence de tous ces efforts. Nous sommes partis du constat de la grande division entre les associations en Belgique, mais le même constat se vérifie souvent ailleurs. Face à la pauvreté et l'exclusion, le monde associatif est souvent cité comme un acteur essentiel, mais il apparaît très éclaté. Non seulement une multitude d'organisations interviennent auprès de groupes multiples et souvent sur des questions particulières, mais surtout elles développent des approches diverses qu'elles-mêmes considèrent parfois comme inconciliables. Pensons au clivage entre initiatives caritatives et initiatives fondées sur les droits, aux approches différentes entre mouvements militants et services professionnels, aux tensions entre ceux qui font appel aux subsides publics au risque d'une dépendance et ceux qui veulent garder une liberté critique... S'unir, faire réseau, apparaît dès lors à la fois indispensable et difficile, voire impossible. Pourtant, partout, on prétend lutter contra la pauvreté.

## **LES PAUVRES, PREMIERS ACTEURS DE LA LUTTE**

Quel est dès lors le sens d'un appel à se déclarer solidaires et à unir ses forces ? La Déclaration de solidarité donne un fondement à cette unité en reliant l'appel à unir ses forces et celui à considérer les pauvres comme premiers acteurs de la lutte. On peut certes développer des approches différentes, mais la disposition à s'associer aux pauvres est indispensable.

Mais, même quand les discours parlent de participation, les visions et les pratiques se heurtent sur le terrain. Comment en sortir ? La philosophe Hannah Arendt distingue le jugement persuasif de la vérité contraignante. En matière de lutte contre la pauvreté, comme pour tout débat politique, des options différentes se rencontrent sur les priorités à promouvoir, fondées sur des compréhensions et des interprétations différentes. Pour certains, l'entraide caritative s'installe comme une vérité d'évidence. Pour d'autres, l'action contre la pauvreté demande des mesures ponctuelles sans remise en cause globale. Tant que leur approche repose sur des évidences, ils peuvent les considérer comme la vérité sur la question. D'autres ont cherché à dépasser l'évidence première et ont introduit dans leur démarche d'autres points de vue, cherchant notamment à faire place au point d'en vue d'en bas, celui de ceux qui vivent la pauvreté. Ils se sont ainsi formé un jugement plus large. Arendt parle de « penser représentatif », car il rend présent d'autres points de vue que le sien. Faire place, à propos de la pauvreté, à différents points de vue, c'est élargir le débat, le faire sortir des fausses évidences et lui permettre enfin de devenir enfin un vrai débat politique.

### **OUVRIR LE DÉBAT, ÉLARGIR LES POINTS DE VUE**

Certes, on peut chercher à imposer la voix des pauvres comme celle qui fait taire toutes les autres. Outre que cette stratégie a peu de chance de disposer des forces pour réussir, elle reste stérile car on ne quitte pas le terrain de la vérité contraignante : chacun assomme l'autre avec sa vérité. La stratégie proposée par l'appel à la solidarité est plus exigeante : elle invite à rendre présente la voix des pauvres, habituellement peu ou pas entendue, non pour asséner des vérités, mais pour ouvrir un débat et permettre aux différents acteurs d'élargir leur point de vue, d'approfondir leur jugement et, par là, de considérer avec plus d'ambition le changement à promouvoir. Nous sommes dans le domaine du jugement persuasif. Des organisations où les pauvres se rassemblent et s'exercent à se faire entendre peuvent jouer là un grand rôle. Même petites, elles peuvent devenir un ferment. Elles n'ont pas à craindre de se trouver face à d'autres qui ne partagent pas leur point de vue, mais doivent s'évertuer à provoquer et élargir le débat en l'éclairant notamment par le point de vue des premiers concernés. Cela n'élimine ni le point de vue des professionnels, ni celui des chercheurs, mais cela permet à la question de la pauvreté d'accéder au rang de question politique digne de débat, et pas seulement de problème appelant des solutions simplistes.

Si, déjà, les associations engagées contre la pauvreté se rencontraient entre elles pour nourrir un tel débat, dans le respect de leurs différences de sensibilité et d'approche, elles feraient avancer les choses. Devant le Parlement européen, une « Dalle commémorative aux victimes de la misère » proclame, comme en d'autres lieux semblables dans le monde : « Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'Homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré ». Est-ce si sûr que nos contemporains voient dans la persistance de la misère une violation des droits humains ? Cela ne va pas de soi : seule une réflexion menée dans l'espace public et nourrie aussi de l'apport des pauvres peut amener une part croissante de l'opinion à juger que la pauvreté est une violation des droits humains.

S'unir pour débattre de ces questions, chercher à approfondir son jugement pour fonder les propositions de changement sur des bases solides, c'est un travail que peuvent et doivent mener les associations. Elles veulent souvent aller plus loin et parler d'une seule voix. Les pouvoirs publics insistent en outre pour avoir un seul interlocuteur. Mais est-ce la bonne voie ? La même interrogation existe au niveau des forums sociaux : sont-ils d'abord un lieu d'échange et de discussion ou doivent-ils déboucher sur une plate-forme commune ? Si l'on

veut qu'une question de société soit prise au sérieux comme elle le mérite, c'est-à-dire comme une question cruciale, il est plus important de faire vivre le débat politique sur cette question que de donner rapidement des réponses courtes. Dans le quotidien, les associations ne cessent d'agir et sont souvent talonnées par l'urgence. Quand elles se rencontrent, ce devrait être pour dégager de leurs expériences partagées des questions et des propositions qui aillent plus profond et plus loin. Cela prend du temps et suppose un débat contradictoire. Etre obligé de présenter rapidement une position unie et unique étouffe cette confrontation des diversités.

La misère ne se contente pas de solutions faciles. C'est une question centrale posée à nos sociétés, à notre vivre ensemble. La voir comme une violation des droits humains ne va pas de soi. Cela demande un approfondissement. Accepter de s'unir pour faire bouger les choses, c'est déjà entrer dans un dialogue contradictoire où les divers points de vue sont entendus. De ce creuset pourront s'élaborer, avec une vision plus large de la question, des propositions d'action et de politiques plus pertinentes.

Pour terminer, j'évoquerai une récente discussion. Des personnes autour de la table s'interrogeaient sur la vigueur de leur association : ne se laisse-t-elle pas prendre par la routine, par les préoccupations de financement, d'emploi ou d'autres, perdant ainsi son ardeur initiale et sa capacité de révolte et d'indignation ? « Viens participer à une de nos réunions avec des personnes à la rue, répondit quelqu'un, et tu verras si elles n'éprouvent pas de révolte et d'indignation ! ». Se déclarer solidaire avec ceux qui luttent pour éliminer la misère, c'est se laisser secouer par cette indignation, accepter de la faire sienne et être prêt à agir en conséquence.

Claude Mormont  
Vivre Ensemble Education  
Septembre 2007